

177957-2026 - Kompetizzjoni

Franza – Fournimenti u aċċessorji elettriċi – Etude et Fourniture de potences et consoles pour le poste électrique 63 kV d'Arly à Ugine (73)

OJ S 52/2026 16/03/2026

Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard

Provvisti

1. Xerrej

1.1. Xerrej

Isem uffiċjali: RTE Réseau de Transport d'Electricité

Email: julie.leleu@rte-france.com

Attività tal-entità kontraenti: Attivitàjiet relatati mal-elettriku

2. Proċedura

2.1. Proċedura

Titlu: Etude et Fourniture de potences et consoles pour le poste électrique 63 kV d'Arly à Ugine (73)

Deskrizzjoni: Le présent besoin porte sur la conception (études) et la fourniture de structures métalliques (poteaux + consoles) pour supporter des câbles électriques de 8 liaisons 63kV (appelé aussi tri câble) et des câbles annexes (Télécommunication, BT, éclairage, ventilation, présence, ...) dans une galerie souterraine (section constante d'environ 4 m de diamètre sur une longueur de 320 m) et un sous-sol d'un bâtiment électrique (environ 50 m de long), tous les deux en cours de construction.

Identifikatur tal-proċedura: 300c47e6-7e25-4313-ac19-6c3a3f0f426a

Identifikatur intern: <https://rte-france.bravosolution.com>

Tip ta' proċedura: Innegożjati bil-pubblikazzjoni minn qabel ta' sejha għall-kompetizzjoni/għall-kompetizzjoni bin-negożjar

Il-proċedura hija aċċellerata: le

2.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Provvisti

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 31680000 Fournimenti u aċċessorji elettriċi

2.1.2. Post tal-prestazzjoni

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Savoie (FRK27)

Pajjiż: Franza

2.1.4. Informazzjoni ġenerali

Baži legali:

Direttiva 2014/25/UE

2.1.6. Raġunijiet għall-esklużjoni

Sors tal-motivi għall-eżklussjoni: Avviż

Ksur tal-obbligi stabbiliti skont raġunijiet ta' esklużjoni purament nazzjonali: Le candidat fournit une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'est concerné par aucun des cas d'exclusions des procédures de passation de marchés publics, mentionnés aux articles L. 21411 à L. 21415 et L. 21417 à L. 214111 du code de la commande publique. Il s'

agit sans être exhaustif : 1.1) des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants ; 1.2) des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés ; 1.3) des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire sans justification de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, ou sans bénéfice d'un plan de redressement, constatées par le tribunal de commerce ; 1.4) de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportés par ces derniers aux représentants de l'État. 2) Pour les entreprises de plus de 20 salariés, le candidat doit être en règle au regard des articles L. 52121 à L. 521211 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 3) Pour les candidats établis HORS de France, le candidat doit fournir une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R. 21438 du Code de la commande publique et R. 126312 du Code du travail). 4) Le candidat ne doit pas être concerné par l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.

5. Lott

5.1. Lott: LOT-0001

Titlu: Etude et Fourniture de potences et consoles pour le poste électrique 63kV d'Arly à Ugine (73)

Deskripcioni: Le présent marché s'inscrit dans le cadre du projet de reconstruction du poste électrique 63 kV d'Arly, situé sur la commune d'Ugine (Savoie), mené par RTE dans le cadre de sa politique de renouvellement et de modernisation de ses ouvrages. Le nouveau site accueillera un poste sous enveloppe métallique (PSEM), raccordé aux lignes existantes par une galerie souterraine d'environ 300 mètres. Le présent besoin porte sur la conception (études) et la fourniture de structures métalliques (poteaux + consoles) pour supporter des câbles électriques de 8 liaisons 63kV (appelé aussi tri-câble) et des câbles annexes (Télécommunication, BT, éclairage, ventilation, présence, ...) dans la galerie souterraine (section constante d'environ 4 m de diamètre sur une longueur de 320 m) et un sous-sol d'un bâtiment électrique (environ 50 m de long), tous les deux en cours de construction. Le prestataire aura la charge de définir précisément le métré des dispositifs de supportage à installer dans la galerie et dans le sous-sol du bâtiment. Le prestataire devra assurer la compatibilité de ses structures avec l'environnement de la galerie neuve et du sous-sol du bâtiment. La structure proposée doit être pérenne pour une durée de vie de 100 ans. L'étude inclura la définition des dimensions, des matériaux et des contraintes de mise en œuvre. Le dimensionnement et le comportement de la structure devront satisfaire aux règles de calcul des Eurocodes. Sa conception doit permettre une installation respectant les normes en vigueur et les prescriptions de sécurité. Les matériels devront être livrés avant la fin de l'année 2027, sur le site d'UGINE. Le transport jusqu'au site de RTE (UGINE) est inclus dans le marché.

Identifikatur intern: 24886

5.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Provvisti

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 31680000 Fornimenti u aċċessorji elettriċi

5.1.2. Post tal-prestazzjoni

Sottodivizzjoni tal-pajjiż (NUTS): Savoie (FRK27)

Pajjiż: Franza

5.1.3. Tul ta' żmien stmat

Tul ta' żmien: 12 Xhur

5.1.4. Tiġdid

Numru massimu ta' tiġdid: 0

5.1.6. Informazzjoni ġenerali

Parteċipazzjoni riżervata:

Il-parteċipazzjoni mhijiex riżervata.

L-akkwist huwa kopert mill-Ftehim dwar l-Akkwisti Pubbliċi (GPA): iva

Dan l-akkwist huwa adattat ukoll għall-intrapriżi żgħira u ta' daqs medju (SMEs): iva

5.1.9. Kriterji tal-għażla

Sors tal-kriterji ta' għażla: Avviż

Kriterju: Rekwiżiti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Le candidat devra adresser avec sa demande de participation les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> 1) Pour les candidats établis "en France" : - la transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. 2) Pour les candidats établis "hors de France" : - un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. -un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. - une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). Pour tous les candidats : 1) Pour les entreprises de plus de 20 salariés, qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 2) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine. 3) Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L111-10 et suivants du code de l'Energie, un candidat ou un membre du groupement contrôlé directement ou indirectement par une société par EDF ou la CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant le détail du lien capitalistique avec l'une des sociétés précitées. Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés. Capacité économique et financière : Le candidat est prié de joindre les bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, dans le cas où ce dernier

fait partie des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi. Chiffre d'affaires : Le candidat doit justifier dans un document autoportant qu'il satisfait aux conditions suivantes : Réaliser un chiffre d'affaires annuel supérieur à 1 000 000 euros hors TVA (historique des 3 dernières années). Ce critère est éliminatoire. Pour cela, le candidat doit fournir son chiffre d'affaires global, son chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Banques et Assurances : Le candidat doit fournir les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. Le candidat doit fournir la liste des éventuelles opérations de rachats ou de fusions de sociétés sur les 3 dernières années. Capacité technique et professionnelle : Le candidat doit fournir un dossier de candidature reprenant : Une présentation succincte de la société (raison sociale, adresse, identifiant TVA, SIRET, Code NAF, domaines d'interventions, ...). L'effectif total de la société, au global et en France (en précisant le taux d'encadrement), le taux de renouvellement du personnel sur les 3 dernières années, la constitution du groupement d'entreprises (le cas échéant). Le candidat unique ou groupement devra justifier les éléments suivants : - Un dossier de références contenant des réalisations d'échelle et de complexité similaire, dont les mise en service ont eu lieu les 5 dernières années. La nature du projet, le domaine, la période de réalisation et les lieux d'exécution seront précisés. (Noté sur 10) - Sa capacité en termes de moyens techniques en fournissant une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement, des éventuels certificats de qualité dont il dispose pour la réalisation du présent marché. (Noté sur 5) - Engagements RSE de l'entreprise (provenance matériel, empreinte carbone....) des projets. (Noté sur 5 points) Certains éléments pourront être justifiés par un sous-traitant à conditions qu'il soit déclaré à l'offre. Les dossiers de candidature qui répondent aux conditions de participation et démontrent leur capacité économique et financière ainsi que leurs capacités humaines et techniques constituent la liste longue.

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Kriterju: Rekwiziti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: La liste courte sera constituée des 10 candidats jugés aptes, qui après analyse de leur candidature, auront la meilleure note sur 20 aux critères ci-dessus.

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Informazzjoni dwar it-tieni stadju ta' proċedura b'żewġ stadji:

Numru massimu ta' kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura: 10

Il-proċedura se ssir fi stadji suċċessivi. F'kull stadju, xi parteċipanti jistgħu jiġu eliminati

5.1.10. Kriterji tal-għoti

Kriterju:

Tip: Prezz

Deskrizzjoni: Définis dans les documents de la consultation

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (persentaġġ, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 70

Kriterju:

Tip: Kwalità

Deskrizzjoni: Définis dans les documents de la consultation

Kategorija tal-kriterju tal-għoti piż: Fattur ta' ponderazzjoni (persentaġġ, eżatt)

Numru tal-kriterju għall-għoti: 30

5.1.11. Dokumenti tal-akkwist

Indirizz tad-dokumenti tal-akkwist: <https://rte-france.bravosolution.com>

5.1.12. Termini tal-akkwist

Termini tas-sottomissjoni:

Sottomissjoni elettronika: Meħtieġa

Indirizz għas-sottomissjoni: <https://rte-france.bravosolution.com>

Lingwi li bihom jistgħu jiġu sottomessi offerti jew talbiet għall-partecipazzjoni: Franciż

Katalogu elettroniku: Mhux permessa

Varjanti: Permessa

L-offerenti jistgħu jifgħu aktar minn offerta waħda: Mhux permessa

Deskrizzjoni tal-garanzija finanzjarja: Des cautions ou garanties bancaires pourront être demandées et seront indiquées dans le dossier de consultation

Skadenza biex jintlaqgħu t-talbiet għall-partecipazzjoni: 29/04/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Hin tal-Ewropa tal-Lvant, Hin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Termini tal-kuntratt:

L-eżekuzzjoni tal-kuntratt għandha titwettag fil-qafas ta' programmi ta' impjegi protetti: Le Kundizzjonijiet relatati mat-twettiq tal-kuntratt: sans objet

Hu meħtieġ ftehim ta' kunfidenzjalità: iva

Informazzjoni addizzjonali dwar il-ftehim ta' kunfidenzjalità: L'accord de confidentialité est disponible sur <https://rte-france.bravosolution.com>

Forma legali li għandha tittiehed minn grupp ta' offerenti li jingħata kuntratt: RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres. Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Arrangament finanzjarju: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture » (sauf réglementation particulière en termes de délai de paiement relative à l'activité).

5.1.15. Tekniki

Ftehim qafas:

Ebda ftehim ta' qafas

Informazzjoni dwar is-sistema dinamika tax-xiri:

Ebda sistema dinamika ta' xiri

5.1.16. Aktar informazzjoni, medjazzjoni u rieżami

Organizzazzjoni tar-rieżami: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Informazzjoni dwar l-iskadenzi tar-rieżami: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat. Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la

notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist: RTE
Réseau de Transport d'Electricité

8. Organizzazzjonijiet

8.1. ORG-0001

Isem uffiċjali: RTE Réseau de Transport d'Electricité

Numru tar-reġistrazzjoni: 444 619 258 02482

Dipartiment: Auvergne Rhône Alpes

Indirizz postali: 1 rue Crepet

Belt: Lyon

Kodiċi postali: 69007

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Rhône (FRK26)

Pajjiż: Franza

Punt ta' kuntatt: Julie LELEU

Email: julie.leleu@rte-france.com

Telefown: 0763681298

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

Xerrej

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist

8.1. ORG-0002

Isem uffiċjali: Tribunal Judiciaire de Nanterre

Numru tar-reġistrazzjoni: 17780111500151

Indirizz postali: 179-191, avenue Joliot-Curie

Belt: Nanterre

Kodiċi postali: 92020

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)

Pajjiż: Franza

Punt ta' kuntatt: Instance chargée des procédures de recours

Email: accueil.tj-nanterre@justice.fr

Telefown: 01 40 97 10 10

Indirizz tal-internet: www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

Organizzazzjoni tar-rieżami

8.1. ORG-0000

Isem uffiċjali: Publications Office of the European Union

Numru tar-reġistrazzjoni: PUBL

Belt: Luxembourg

Kodiċi postali: 2417

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Luxembourg (LU000)

Pajjiż: Il-Lussemburgu

Email: ted@publications.europa.eu

Telefown: +352 29291

Indirizz tal-internet: <https://op.europa.eu>

Informazzjoni dwar l-avviż

Identifikatur/verżjoni tal-avviż: bd8770ff-f966-48e5-9b03-16cbc80113d1 - 01

Tip ta' formola: Kompetizzjoni

Tip ta' avviż: Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard

Sottotip tal-avviż: 17

Data ta' meta ntbagħat l-avviż: 13/03/2026 08:35:14 (UTC+00:00) Hin tal-Ewropa tal-Punent, GMT

Lingwi li bihom dan l-avviż huwa disponibbli ufficjalment: Franciż

Numru tal-pubblikazzjoni tal-avviż: 177957-2026

Numru tal-ħarġa tal-ĠU S: 52/2026

Data tal-pubblikazzjoni: 16/03/2026